

ALBERT GORTAIS OUBLIE AUJOURD'HUI ?

Pas par ceux qui, avec lui ont fondé et fait vivre le MRP !

« Nous avons maintenant à libérer l'homme de l'injustice, de la haine, de la dictature, de l'argent. » Ainsi parle Albert Gortais, le 14 décembre 1945, à Paris, à la tribune du deuxième congrès national du MRP, en présentant son rapport sur l'organisation et les engagements du parti, créé treize mois plus tôt.

Il a 30 ans, il est secrétaire général-adjoint du Mouvement, chargé par le Bureau national, à la fois de son fonctionnement, de ses messages et de sa doctrine. Ce qui n'est pas un mélange improvisé de plusieurs missions dissemblables : avec ses 24% des suffrages obtenus dans l'étonnement général aux élections législatives du 21 octobre 1945 (élection de la première Constituante), moins de deux mois auparavant, et avec ses 146 députés passés directement de la Résistance au Palais-Bourbon, le MRP est très sollicité par des gens qui ne partagent pas forcément ses convictions ou sa vocation. Albert Gortais le dit lui-même dans son discours devant le congrès national :

« La politique, c'est le service de la nation. Ce service doit être totalement désintéressé. Pour aucun de nous, la politique n'est et ne sera une carrière, un tremplin pour obtenir des postes et des honneurs. Il n'y a pas de place chez nous pour ceux qui ne voudraient servir que leur ambition personnelle. Le MRP n'a pas besoin non plus d'amateurs, pour qui le titre de membre du MRP ne serait que la vaine satisfaction d'être à la mode du jour. »

L'avertissement est rude mais clair. L'homme aussi. Et toute sa vie le prouve. Son charisme est impressionnant sur la jeunesse : il apporte au MRP, dès 1945, des milliers et des milliers d'adhésions spontanées parmi des jeunes gens qui, en l'absence du MRP, resteraient à l'écart de l'action politique ; dans les assemblées de militants comme dans les congrès nationaux du MRP, c'est lui le plus entouré et le plus applaudi, dans l'enthousiasme¹.

Né le 22 décembre 1914 à Saint-Brieuc, dans une famille chrétienne, il a été à l'école morale (la foi, l'action, la générosité) des groupements d'action catholique et il a fait des études supérieures d'économie (HEC) et de droit. Il a fait partie, avec André Colin, de la direction nationale de l'ACJF et s'est replié, avec elle, à Lyon, pour échapper à l'occupation allemande en zone Nord, de 1940 à la fin de 1942. Là, il est responsable, au sommet, de l'ACJF.

Marié et père de famille, il est revenu en Bretagne au début de 1943.

Son engagement le conduit à la lutte contre l'occupant.

Il risque tout, à commencer par sa vie : il fait partie d'un réseau de la Résistance. En Bretagne, c'est un rôle particulièrement dangereux ; la police allemande est partout et elle a de bons renseignements. Engagé dans les FFI en 1944, il recrute, organise et instruit un bataillon qui va participer aux durs combats de la libération de Lorient et de sa grande base navale.

Et c'est dans Paris libéré que le chemin choisi par Albert Gortais le conduit ensuite, à Paris où se retrouvent des centaines de chrétiens engagés dans la Résistance et résolus à faire naître une nouvelle République. Et le voilà bientôt au 7 de la rue de Poissy...

Il explique lui-même ce choix dans son discours devant le congrès national à Paris, le 14 décembre 1945 :

« Nous avons accepté de tout donner. C'était pendant la lutte clandestine. La plupart d'entre nous y ont risqué la mort et plus que la mort. Beaucoup sont ici qui portent encore et porteront toujours dans leur chair les marques des tortures qu'ils ont subies entre les griffes de

la Gestapo et dans les abominables camps de concentration de l'Allemagne nazie. Et d'autres sont partis qui ne reviendront plus. Que leur souvenir et leur exemple soient vivants en nous et nous rappellent à tout moment ce que nous devons à notre patrie et à nos frères.

« L'idéal qui nous a conduits pendant la résistance est précisément l'idéal que nous servons. C'est le même engagement qui nous lie. Le MRP encore une fois, est né de cet engagement. La libération du territoire a été un premier acte ; les autres doivent suivre et ce sera notre œuvre. Nous avons maintenant à libérer l'homme de l'injustice, de la haine, de la dictature, de l'argent... »

Avec ce devoir de s'engager dans l'action civique, Albert Gortais va conserver toujours intacte son hostilité au pouvoir d'arbitrage que garde l'argent dans notre société, un pouvoir qu'il juge incompatible avec la liberté du citoyen.

Quelle est la revendication du MRP dans ce domaine ? « Il s'agit essentiellement de libérer l'homme de la tyrannie de l'argent ; il faut une rupture avec le système capitaliste », déclare-t-il à Paris le 14 mai 1947 devant le troisième congrès national du MRP (depuis le 4 mai, Paul Ramadier, président du Conseil, s'est séparé des ministres communistes).

A propos des communistes, justement, quelle est l'opinion d'Albert Gortais ? Comment expliquer que le peuple français, de foi et de culture chrétiennes depuis quinze siècles, fasse du Parti communiste, par ses suffrages aux élections, le premier parti de France ? Les électeurs communistes avaient-ils lu Marx et Lénine ?

Son explication, la voici, avec son style propre ; c'est la même que celle des militants MRP et de leurs prédécesseurs, du Sillon, de la Jeune République et du Parti Démocrate Populaire ; elle est extraite de la brochure éditée en mars 1948 par la Société d'éditions républicaines populaires, 49 avenue de l'Opéra, Paris 2^e, consacrée aux conférences prononcées le 15 novembre 1947 à l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, pour l'inauguration des cours du Centre de formation des militants du MRP de la Fédération de la Seine, par Albert Gortais, Marc Scherer, agrégé d'Histoire, spécialiste de Marx, député MRP de la Haute-Marne, et Jacques Madaule, agrégé d'Histoire, écrivain, polémiste :

« Le communisme est une réalité menaçante ; mais ce serait une erreur de croire que le phénomène communiste résulte simplement d'une machination orchestrée par Moscou. L'origine, le point de départ du communisme c'est autre chose ; la force de sa pénétration dans les masses a une autre explication : c'est d'abord l'exploitation de la misère et de l'injustice sociale. S'il y avait moins de misère, s'il y avait moins d'injustice, il y aurait moins de communisme. C'est pourquoi nous pensons que ce n'est pas en se contentant de faire un barrage, même puissant, mais purement négatif, derrière lequel comme par hasard trouveraient le moyen de se protéger et de se garantir les injustices, les privilèges contestables de certains intérêts particuliers, de certaines inégalités sociales qui, précisément, sont à la base du phénomène communiste lui-même. Ce n'est pas en agissant ainsi qu'on peut écarter le danger : il y a plus de risques au contraire de le renforcer. Nous pensons que c'est en luttant contre la misère et pour la justice, pour améliorer le sort des petits, de ceux qui souffrent, que l'on peut stopper puis faire reculer cette menace communiste qui plane sur le monde ; »

C'est sur cette voie, rude mais claire et généreuse, que se poursuivra l'engagement politique d'Albert Gortais au niveau national, jusqu'à son retour à Saint-Brieuc, dès 1949, qui s'imposera à lui pour des raisons familiales, exclusivement. Il décèdera en 1992.

Nous remercions Jeannine, son épouse, d'avoir bien voulu compléter nos souvenirs et nos archives. Elle est membre de l'Amicale du MRP et abonnée à son bulletin.

Jacques Parini

¹ Au soir du dernier jour du Congrès de Strasbourg, le 29 mai 1949, Jacques Fauvet écrit pour Le Monde : «(il) fut de tous les orateurs le plus écouté, le plus applaudi et presque le plus chéri. »

